DIAL 3613

BRÉSIL - « Le racisme brésilien est un crime parfait », échange avec Djamila Ribeiro

Julieta Rudich

vendredi 22 avril 2022, mis en ligne par Dial

Ce texte de Julieta Rudich, issu d'un échange avec la féministe brésilienne Djamila Ribeiro, a d'abord été publié sur le site de la diaria *(Uruguay) le 6 mars 2021 puis traduit et publié en français sur le site suisse* *À l'encontre* *le 16 mars 2021. C'est cette traduction que nous reprenons ici.*

Djamila Ribeiro est l'autrice du livre le plus vendu en 2020 au Brésil sur la plateforme Amazon. Le *Pequeno manual antirracista* [Petit manuel antiraciste], qui explique de manière simple, en moins de 100 pages, l'origine du racisme et les meilleurs moyens de le combattre, a été un best-seller inattendu dans un pays où l'existence du racisme est souvent niée et où aujourd'hui les partisans du président Jair Bolsonaro attisent la haine de ceux qui sont différents et attaquent les militants antiracistes.

Djamila Ribeiro se définit comme femme, féministe, noire : « Je suis la fille, la petite-fille et l'arrière-petite-fille de travailleurs domestiques. Ceux qui les ont précédés avaient été réduits en esclavage. La femme noire a quitté la place d'esclave pour devenir une employée de maison. Le Brésil, le pays qui compte la deuxième plus grande population noire en dehors de l'Afrique, a été l'un des derniers à abolir l'esclavage. Ce fut presque quatre siècles d'esclavage : les gens étaient des marchandises jusqu'en 1888. Le gouvernement brésilien n'a pas pris de mesures de réparation pour la population noire, alors qu'en revanche il a encouragé l'arrivée d'immigrants européens à la peau blanche, en leur offrant des emplois.

N'oublions pas qu'aujourd'hui, au Brésil, la majorité des femmes noires, six millions, sont encore des travailleuses domestiques. Le cycle s'est brisé pour ma génération grâce aux politiques publiques dans le domaine de l'éducation. J'ai pu briser ce cycle. »

Des docks à la philosophie

Djamila Ribeiro est née le 1er août 1980, dans la ville de Santos [1]. Son père travaillait sur le port. « Il n'a pas eu l'occasion d'étudier, mais il s'est intéressé à la politique. Il était docker, et les dockers étaient un secteur très politisé au Brésil. Mon père était un militant du mouvement noir et l'un des fondateurs du Parti communiste de Santos. Nous sommes quatre frères et sœurs ; dès notre enfance, il nous a emmenés au théâtre et, à l'adolescence, il nous a fait découvrir des livres de philosophie. »

Les aspirations paternelles ont germé. Djamila a réussi à entrer à l'université. Elle a commencé à étudier le journalisme, a obtenu son diplôme et, à 27 ans et déjà mère d'une fille de trois ans, elle s'est inscrite en philosophie. « J'ai toujours été attirée par la philosophie et j'ai vu l'opportunité lorsqu'en 2008 un campus avec des cours de sciences humaines a ouvert à Guarulhos, dans la banlieue de São Paulo. Sous le gouvernement Lula, les universités publiques ont été développées. J'appartiens à une génération de noirs qui ont eu accès à l'enseignement supérieur grâce aux politiques publiques, notamment celles du gouvernement de Lula. Aujourd'hui, le gouvernement de Bolsonaro est venu mettre un frein aux progrès

que nous avons conquis ces dernières années. »

Aujourd'hui, elle est titulaire d'une maîtrise en philosophie politique de l'université de São Paulo, enseigne au département de journalisme de l'Université catholique pontificale de São Paulo et est très préoccupée par les coupes budgétaires dans les universités et le retrait des mesures de discrimination positive en faveur des secteurs vulnérables. Selon la loi générale sur les quotas de 2012, toutes les universités fédérales du Brésil doivent proposer des quotas pour faciliter l'accès à l'enseignement supérieur de la population noire, indienne et à faible revenu.

Grâce à ce système de quotas développé sous les gouvernements de gauche, Djamila est aujourd'hui l'une des militantes les plus influentes du féminisme noir, avec une forte présence dans le milieu universitaire, l'édition et le journalisme. La BBC l'inclut dans sa liste 2020 des 100 femmes les plus influentes de la planète.

« Chaque époque historique a sa résistance, et je fais partie de la résistance à cette atrocité qu'est le gouvernement de Bolsonaro. Un gouvernement extrêmement conservateur, qui poursuit le démantèlement de politiques publiques et la précarisation de la vie de la population pauvre. Durant cette pandémie au Brésil, cinq fois plus de Brésiliens noirs meurent que de Brésiliens blancs. Beaucoup d'entre eux vivent à la périphérie, dans des bidonvilles dépourvus d'installations sanitaires de base, et ne disposent pas des conditions nécessaires à leur isolement social. Tout indique que dans les vingt prochaines années [2], il n'y aura aucun investissement dans la santé ou l'éducation. Les coupes auront l'impact le plus fort sur la population noire et pauvre. »

Chroniqueuse pour *Folha de São Paulo* et d'autres médias, elle affirme qu'« au Brésil, tout le monde est raciste mais personne ne l'admet : c'est embarrassant de l'admettre en public. Pendant longtemps, l'existence du racisme a été niée. Bolsonaro s'en sert beaucoup, il dit qu'en réalité il n'y a pas de racisme et que ce sont les militants antiracistes qui ont créé le problème. »

Elle souligne donc que « le racisme brésilien est un crime parfait », étant donné que le racisme structurel dans une société aliénée conduit de nombreuses personnes à reproduire des discours de haine sans s'en rendre compte.

« Le racisme est une structure qui marque toutes les relations sociales dans ce pays fondé sur l'idée romantique qu'il n'y avait pas de conflit racial parce qu'il n'y a pas eu de système d'*apartheid* légal qui séparait sévèrement les blancs des noirs comme en Afrique du Sud. Cette idée a empêché un meilleur accès à une prise de conscience de la population noire. De plus, le racisme fonctionne ici par phénotype, par apparence physique. Si vous avez l'air blanc, même si vous venez d'une famille noire, vous serez traité comme un blanc. Il y a donc des personnes à la peau claire qui ne reconnaissent leur origine noire qu'après une longue période, ou jamais. Aujourd'hui, le travail des mouvements en faveur de la création d'une identité noire est fondamental. C'est grâce à ce travail qu'aujourd'hui 54%, soit la majorité de la population brésilienne, se déclare noire. »

Un pays qui se moque des violences

« Bolsonaro est un phénomène caractéristique d'un pays qui a renié ses origines et créé des subterfuges pour éviter de les affronter. Il est l'allié du manque de connaissances des gens, un type extrêmement populiste. Il y a ceux qui ont l'impression que le président dit toujours la vérité et que cela montrerait sa forte personnalité. Mais en réalité, c'est un homme violent. Au Brésil, tout est considéré comme une blague, c'est un pays qui naturalise la violence et en fait une blague. » Djamila Ribeiro est réticente à l'idée que c'est seulement avec Bolsonaro qu'une vague conservatrice est arrivée au Brésil. « Le Brésil n'a jamais été progressiste. Il est important de briser cette image d'une nation joyeuse et cordiale : nous vivons dans un pays très conservateur. Les gouvernements de gauche ont commencé à briser ce conservatisme qui réapparaît aujourd'hui pour que le Brésil redevienne ce qu'il a toujours été : un pays violent qui a subi plus de vingt ans de dictature militaire et n'a jamais puni les tortionnaires, qui possède aujourd'hui l'une des forces de police les plus violentes du monde, mais qui vend au monde l'idée que

nous sommes le pays du football, du carnaval et de la joie, ce qui favorise également la chosification des femmes. Nous avons un taux très élevé d'exploitation sexuelle des filles et des femmes. »

Femmes noires qui dérangent

Le Brésil est l'un des pays du monde où le plus de défenseurs des droits humains sont tués. L'autrice du best-seller brésilien est consciente du risque qu'elle court. « Après le meurtre à Rio de Janeiro de la conseillère municipale de gauche, noire et lesbienne, Marielle Franco [3], plusieurs des féministes noires les plus expérimentées m'ont suggéré de quitter le pays par précaution. » Mais Djamila Ribeiro a préféré rester.

La première fois qu'elle a eu besoin de gardes du corps, c'était en 2018, lorsqu'elle a donné une conférence dans l'État d'Acre, où 80% de la population a voté pour Bolsonaro. « Les partisans de Bolsonaro ont voulu saboter la présentation, ont fait irruption en criant et ont filmé la mêlée. Ils ont été expulsés par des agents de sécurité et j'ai dû partir avec une escorte armée. Je n'ai pas de voiture, je prends toujours les transports en commun, cette situation me fait peur. »

Elle reçoit généralement des insultes et des menaces par le biais des réseaux sociaux. « J'ai reçu de nombreuses menaces. Malheureusement, je m'y étais déjà habituée, mais lorsque des attaques contre ma fille adolescente ont commencé à arriver, le danger a pris une autre proportion. J'ai quitté la maison et je n'y suis pas retournée pendant quelques semaines. » En 2020, elle a rejoint une campagne contre Twitter. « Les plateformes de médias sociaux sont réglementées sur la base d'un cadre civil datant de 2014, donc antérieur à la machinerie des *fake news* et des appels à la haine. Il faut voir à quel point ces plateformes profitent de la diffusion de mensonges et d'offenses et à quel point elles ont un impact concret sur nos vies. »

Aujourd'hui, Djamila tien le rôle d'« ambassadrice » au Brésil pour la campagne internationale « *Stop Hate for Profit* » [4]. « Cette campagne a été lancée aux États-Unis pour faire pression sur les plateformes qui continuent à tirer profit de la haine au lieu de la rejeter. À l'origine de cette action se trouvent la Anti-Difamation Ligue, Color for Change et la National Association of Colored People, la plus ancienne organisation antiraciste des États-Unis. »

Selon des recherches menées par Amnesty International en 2018, les femmes noires sont 84% plus susceptibles de recevoir des commentaires haineux que les autres. « Les offenses sont dirigées contre celles d'entre nous qui prennent des positions impopulaires dans le débat public, remettant en cause les conditionnements de la race et du genre. Nous constatons également que certains membres de la gauche sont en désaccord avec les critiques que nous formulons du point de vue du débat racial. »

Ils les attaquent parce qu'ils les craignent, explique l'autrice d'autres best-sellers tels que *Lugar de Fala* [Lieu de parole] et *Quem tem medo do feminismo negro ?* [Qui a peur du féminisme noir ?], en citant l'écrivaine portugaise d'origine africaine Grada Kilomba. « Dans *Plantation Memories. Episodes of Everyday Racism* (Ed. Münster, 2010), Kilomba dit qu'ils veulent fermer la bouche du sujet noir parce qu'il apporte des vérités désagréables que les autres ne veulent pas entendre. Nous représentons 28% de la population brésilienne, mais nous sommes très peu nombreuses à élever la voix. Nous sommes au bas de l'échelle, à la base de la pyramide sociale. La plupart d'entre nous sont des travailleuses domestiques. Lorsque nous sortons du lieu imposé, nous dérangeons car nous apportons un débat sur les intersections de l'oppression et la naturalisation des violences. »

Djamila résiste à la propagation de la haine avec des arguments solides et didactiques. L'écrivaine et philosophe est déjà considérée comme une influenceuse majeure, avec plus d'un million de followers sur son compte Instagram.

Féminisme noir

Aujourd'hui, Djamila Ribeiro coordonne le travail de la maison d'édition Sueli Carneiro [5] et anime la collection Feminismos Plurais des éditions Letramento, où elle donne à entendre des voix réduites au silence et associe luttes contre le racisme et le machisme. À ceux qui accusent les féministes noires de provoquer la désunion dans la lutte des classes, elle répond : « Les femmes noires constituent le groupe démographique le plus important du Brésil et celui qui subit le plus de violations des droits humains. Parce qu'elles subissent une combinaison d'oppression de classe, de race et de genre, elles sont les plus vulnérables socialement. »

Elle rappelle que lors de la cartographie de la violence réalisée pour évaluer la loi Maria da Penha, créée pour combattre la violence de genre au Brésil [6], « on a vu qu'en dix ans, le nombre de meurtres de femmes blanches avait diminué de 10%, mais que, dans le même temps, le nombre de femmes noires assassinées avait augmenté de 55% ! Qu'est-ce que cela nous montre ? Que nous devons penser aux questions ethniques et raciales lors de l'élaboration des politiques de genre. La plupart des femmes noires vivent en banlieue, où elles ne peuvent pas appeler la police. Elles se méfient de la police parce que c'est la même police qui tue leurs enfants. Il leur est coûteux de se rendre dans les centres d'aide aux femmes s'ils se trouvent dans le centre-ville. Si la réalité de ces femmes, qui constituent le plus grand groupe démographique du Brésil, n'est pas prise en compte, elles ne bénéficieront pas de certaines politiques. Lorsque nous réfléchissons aux politiques en faveur des femmes, nous avons tendance à généraliser : nous pensons aux « femmes » en mettant l'accent sur les femmes blanches. Il en va de même pour les politiques concernant la population noire. L'accent est ainsi mis sur les hommes noirs. La question est la suivante : si vous n'êtes ni un homme noir ni une femme blanche, que vous reste-t-il ? »

Ainsi, lorsqu'il s'agit d'élaborer des politiques de logement, de santé et d'éducation, il est important de réfléchir aux questions de race et de genre. Comme l'ont fait les gouvernements précédents dans des projets tels que le programme de logement social Minha casa minha vida [7] et le programme de loyer solidaire Bolsa família.

Mais Bolsonaro met en péril ces avancées. Djamila Ribeiro, qui était en 2016 secrétaire adjointe aux droits humains de la ville de São Paulo dans l'administration du maire de l'époque, Fernando Haddad, plus tard candidat à la présidence du Parti des travailleurs (PT), s'indigne que l'actuel président de droite réduise le budget du Secrétariat aux femmes, alors que le Brésil est le cinquième pays au monde pour le nombre de féminicides et connaît des niveaux extrêmement élevés de violence de genre. « Nous subissons des attaques pour avoir placé la légalisation de l'avortement dans le débat public. Et cela se passe dans un pays où un demi-million d'avortements clandestins sont pratiqués chaque année et où, chaque jour, six jeunes filles âgées de 12 à 14 ans subissent un avortement illégal parce qu'elles ont été violées. Les attaques contre les féministes proviennent de la machine à *fake news* liée à ce gouvernement. Ils nous traitent de meurtrières qui veulent tuer des bébés. Chaque fois que j'écris sur la dépénalisation de l'avortement, je reçois énormément de messages absurdes de personnes fondamentalistes. Il s'agit d'une question très sensible qui jouit d'un soutien très large parmi les personnes chrétiennes. »

Les groupes chrétiens pentecôtistes [8] mènent la croisade contre le féminisme. Contrairement aux principes de laïcité, de séparation de l'État et de la religion, les plus puissantes de ces nouvelles églises entrent en politique en occupant des postes influents et sont utiles au projet du gouvernement actuel, comme l'observe Djamila : « Ces groupes chrétiens sont propriétaires de puissantes chaînes de télévision. Malheureusement, lorsque la gauche était au pouvoir, elle n'a pas fait porter le débat sur la démocratisation des médias. Les hommes du gouvernement actuel s'allient avec certaines églises pentecôtistes et créent un écran de fumée. Ils tentent d'imposer un débat de genre moralisateur afin que les gens ne comprennent pas que les politiques que Bolsonaro préconise rendront leur vie plus précaire. »

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3613.
– Traduction rédaction À l'encontre. Traduction ponctuellement modifiée par Dial.
– Source (français) : À l'encontre, 16 mars 2021.
– Texte original (espagnol) : *la diaria* (Uruguay), 6 mars 2021.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'autrice, les traducteurs, la source française originale (À l'encontre - https://alencontre.org) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] Ville portuaire située dans l'État de São Paulo – note À l'encontre.

[2] Une loi votée sous Michel Temer plafonne les dépenses publiques durant vingt ans – note À l'encontre.

[3] Assassinée le 14 mars 2018 – note À l'encontre.

[4] « Stop Hate for Profit » se définit ainsi : « une campagne visant à tenir les entreprises de médias sociaux responsables de la haine sur leurs plateformes. Les médias sociaux doivent donner la priorité aux personnes plutôt qu'au profit, et ils doivent le faire maintenant. Avec le soutien de plus de 1200 entreprises et organisations à but non lucratif et d'innombrables utilisateurs, nous avons envoyé un message clair à Facebook en juillet 2020 avec notre pause publicitaire : arrêtez de valoriser les profits au détriment de la haine, du sectarisme, du racisme, de l'antisémitisme et de la désinformation. Nous continuons d'exiger le changement et que Facebook arrête la haine pour le profit. » – note À l'encontre.

[5] Du nom d'une écrivaine et militante du mouvement social noir brésilien – note À l'encontre.

[6] Cette loi du Code pénal pour lutter contre les violences faites aux femmes a été promulguée en août 2006 – note À l'encontre.

[7] Programme d'aide pour l'acquisition d'une maison ou d'un appartement lancé en mars 2009 – note À l'encontre.

[8] Qui ont soutenu l'élection de Bolsonaro – note À l'encontre.